



REPRESENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE
AUPRES DE L'UNION EUROPEENNE

SERVICE DE LA JUSTICE
ET DES AFFAIRES INTERIEURES

Bruxelles, le 8 mai 2017

Le Chef du service de la justice et des affaires intérieures

à

Monsieur le Secrétaire général de la Commission européenne

Secrétariat général de la Commission européenne

Objet : transposition de la directive 2014/41/UE

Réf. : cad-2017- 315455-jud 321

P.J. : note des autorités françaises

Vous trouverez ci-joint la note des autorités françaises relative à la transposition de la directive 2017/41/UE concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale

JEAN MAFART

Paris, le 5 mai 2017

NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES

Objet : Transposition de la directive 2014/41/UE

Les autorités françaises souhaitent indiquer à la Commission européenne que la transposition de la directive 2014/41/UE concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale a été effectuée par l'ordonnance n° 2016-1636 du 1er décembre 2016 relative à la décision d'enquête européenne en matière pénale (Journal officiel de la République Française du 2 décembre 2016) notifiée à la Commission européenne le 6 décembre 2016, et du décret n° 2017-511 du 7 avril 2017 relatif à la décision d'enquête européenne en matière pénale (Journal officiel de la République Française du 7 avril 2017), notifié à la Commission européenne le 24 avril 2017. Les documents explicatifs requis en application du considérant 37 de la directive ont également été notifiés à cette date.

En application de l'article 33 de la directive 2014/41, les autorités françaises adressent à la Commission européenne les informations suivantes :

1. S'agissant de l'article 33. 1. a)

L'autorité d'émission compétente conformément à l'article 2, points c) et d) de la directive précitée sera le procureur de la République, le juge d'instruction, la chambre de l'instruction et son président ainsi que les juridictions de jugement ou d'application des peines et leurs présidents conformément à l'article 694-20 du code de procédure pénale.

L'autorité d'exécution compétente sera le procureur de la République ou le juge d'instruction territorialement compétent conformément aux articles 694-30, D. 47-1-10 et D. 47-1-11 du code de procédure pénale.

La langue acceptée pour une décision d'enquête européenne, visée à l'article 5, paragraphe 2 de la directive visée en objet, sera le français, conformément aux articles 694-22 et D. 47-1-12 du code de procédure pénale.

En application de l'article 7, paragraphe 3 de la directive, les autorités centrales suivantes se verront confier un rôle d'assistance des autorités judiciaires compétentes dans trois cas :

- le directeur de l'administration pénitentiaire du ministère de la justice assistera l'autorité française d'émission ou d'exécution susvisée au a) en formalisant la demande de transfèrement d'une personne détenue en lien avec les autorités compétentes de l'Etat étranger, conformément aux articles D. 47-1-6 et D. 47-1-18 du code de procédure pénale.

- le directeur de l'administration pénitentiaire du ministère de la justice assistera l'autorité française d'émission susvisée au a) en formalisant la demande de transit d'une personne détenue en lien avec les autorités compétentes de l'Etat étranger, conformément à l'article D. 47-1-6 du code de procédure pénale.
- le directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice (Bureau de l'Entraide Pénale Internationale) pourra apporter une assistance technique ou juridique en cas de difficulté rencontrée par l'autorité judiciaire nationale ou par l'autorité étrangère.

Par ailleurs, les autorités centrales suivantes seront compétentes dans trois cas :

- le ministre de la justice pourra refuser la reconnaissance ou l'exécution d'une décision d'enquête européenne qui risquerait de nuire à des intérêts nationaux essentiels en matière de sécurité, de mettre en danger la source d'information ou de comporter l'utilisation d'informations ayant fait l'objet d'une classification aux termes de l'article 694-34 du code de procédure pénale.
- le directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice (BEPI) sera compétent pour autoriser le transit d'une personne détenue sur le territoire français dans le cadre de l'exécution d'une décision d'enquête européenne (DEE) émise par un autre Etat membre, conformément à l'article D. 47-1-19 du code de procédure pénale.
- le directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice (BEPI) sera compétent pour répondre aux notifications d'interceptions de télécommunications prévues par l'article 31 de la directive, et ce conformément à l'article D. 32-2-1 du code de procédure pénale.

2. S'agissant de l'article 33. 2

Les autorités françaises n'ont pas établi de liste-type de documents exigibles au titre de l'article 22, paragraphe 4 de la directive. Aux termes des articles D. 47-1-6 et -19, le ministère de la justice, via ses directions des affaires criminelles et des grâces et de l'administration pénitentiaire, s'assurera, pour chaque DEE, de la transmission de « tous les documents nécessaires ».

3. S'agissant de l'article 33. 3

La France s'engage à communiquer à la Commission toute modification ultérieure apportée aux informations diffusées par la présente note.

Les services de la Commission européenne peuvent prendre contact pour toute information ou précision complémentaire au sujet de la transposition de cette directive avec :

- Monsieur Francis LE GUNEHEC (Francis.Le-Gunehec@justice.gouv.fr) ;
- Madame Aurélia SCHAFF (Aurelia.Schaff@sgae.gouv.fr).